



22^e session du Conseil des droits de l'homme

Panel de haut-niveau sur l'intégration des droits de l'homme

Intervention du Luxembourg (1^{er} mars 2013)

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les panélistes,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre engagement dans les consultations actuelles sur l'inclusion de la dimension « droits de l'homme » dans l'agenda pour le développement de l'après 2015. C'est avec beaucoup d'intérêt que le Luxembourg suit le processus en cours. Nous saisissons d'ailleurs cette occasion pour saluer le processus inclusif et participatif initié par le Bureau du Haut-Commissariat à travers les consultations nationales et thématiques.

La lutte contre la pauvreté dans ses multiples dimensions est aujourd'hui l'un des défis principaux en matière de protection des droits de l'homme. Le respect de la dignité humaine implique aussi la reconnaissance des droits économiques, sociaux et culturels. Ces droits, nous devons les promouvoir au même titre que les droits civils et politiques.

Le Luxembourg est convaincu de la nécessité de définir un cadre de développement et de développement durable cohérent exprimant un programme universel, équilibré, applicable à tous, fondé sur les droits de l'homme et qui vise les inégalités et les discriminations de tous ordres. Dans ce sens, ma délégation plaide en faveur d'une approche du développement fondée sur la lutte contre la pauvreté, tout en y intégrant la dimension de la protection et de la promotion des droits de l'homme.

Concernant le panel qui nous réunit aujourd'hui, nous saluons le choix de centrer les discussions sur les domaines liés au droit à l'éducation. A nos yeux, il s'agit d'un droit fondamental et indispensable à l'exercice de tous les autres droits humains, un droit dont la mise en œuvre effective renforce de façon significative le processus de développement.

Le secteur de l'éducation, y compris sous l'angle de l'enseignement professionnel, constitue l'une des priorités de la coopération luxembourgeoise. Si des progrès remarquables ont été atteints dans ce secteur dans la mise en œuvre des OMD, nous restons cependant convaincus que l'une des tâches de l'agenda post 2015 sera de fixer des objectifs axés tant sur la qualité

de l'éducation, que la quantité des services éducatifs offerts. A nos yeux, favoriser l'accès équitable à l'éducation et la qualité de l'apprentissage est un élément essentiel dans la lutte contre la pauvreté. Il contribue à l'autonomisation individuelle et collective, à la cohésion sociale, à la paix et au développement humain.

Nous encourageons donc la poursuite des efforts pour construire ensemble un agenda de l'après 2015, cohérent et efficient. Il nous tient finalement à cœur de rappeler dans ce contexte l'importance d'une leçon apprise lors de la mise en œuvre des OMD : à savoir le besoin de disposer d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs, et ce tant pour des raisons de comparabilité, que pour le potentiel mobilisateur qu'ils induisent.

Je vous remercie.